

Turquie: vendetta

Renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR

Berne, le 20 avril 2023

Impressum

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-mail : info@osar.ch
Internet : www.osar.ch
CCP dons : 10-10000-5

Version disponible en français

COPYRIGHT

© 2023 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

Sommaire

1	Introduction.....	4
2	Risques pour les membres de familles impliquées dans une vendetta	4
2.1	Risque de meurtre pour tous les membres des familles.....	4
2.2	Nombreux cas dans l'est et le sud-est de la Turquie en raison de la situation sociale et politique	5
2.3	Assassinats et tueries de masse	5
2.4	Les vendettas durent dans le temps et touchent des zones très étendues	6
3	Actions du gouvernement turc concernant la vendetta	6
4	Implication des gardiens de village dans les vendettas	7
5	Sources	8

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert-e-s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Y a-t-il un risque de persécution pour les personnes membres d'une des familles participantes aux vendettas ?
2. Quelles sont les actions concrètes des autorités gouvernementales pour offrir une protection aux personnes ou familles la leur demandant ?
3. Les attaques dans le cadre de vendettas sont-elles dirigées contre l'ensemble des membres appartenant de manière proche ou éloignée à l'une des familles (neveu, oncle) ?
4. Est-il possible de se protéger d'une vendetta en fuyant dans une autre localité en Turquie ?
5. Les gardiens de village bénéficient-ils d'une protection des autorités, d'une certaine immunité ou de toute forme d'impunité s'ils commettent des crimes ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements en Turquie depuis plusieurs années.^[1] Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expert-e-s externes, elle apporte les réponses suivantes aux questions ci-dessus.

2 Risques pour les membres de familles impliquées dans une vendetta

2.1 Risque de meurtre pour tous les membres des familles

Risque d'être tué pour les personnes ciblées par une vendetta. Toute personne ayant un lien de sang avec la famille impliquée peut être ciblée, y compris les cousins, et même parfois les membres par alliance. Selon un courriel reçu par l'OSAR le 19 avril 2023 de la part de *Gareth Jenkins, chercheur universitaire basé à Istanbul, spécialiste des vendettas dans le sud-est de la Turquie*, le risque pour les personnes membres de familles impliquées dans une vendetta est d'être tuées, généralement par assassinat. Les vendettas peuvent toucher tous les membres de la famille impliquée, y compris les cousins. Selon ce chercheur universitaire, ce sont les liens de sang qui font qu'une personne peut être touchée ou non par la vendetta. Les personnes qui sont membres par alliance de la famille impliquée dans la vendetta courent généralement moins de risques, mais des cas où ces personnes ont été touchées existent également. Dans la plupart des cas, il s'agit d'assassinats individuels, mais il peut aussi y avoir des attaques de masse.

[1] <https://www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine>.

La vendetta touche les membres de familles impliquées de manière très large. Selon un courriel reçu par l'OSAR le 18 avril 2023 de la part du *secrétaire général d'une organisation turque de défense des droits humains*, les vendettas comportent des risques pour n'importe quel membre des deux familles impliquées. La chercheuse et docteure en criminologie *Sinan Çaya*, de l'université de Marmara à Istanbul, précise dans un article spécialisé sur la vendetta en Turquie que la responsabilité de la vengeance est portée par tous les membres de la famille élargie. Ainsi, le meurtre de tout membre du groupe de l'auteur de l'infraction peut être considéré comme une vengeance appropriée. La chercheuse ajoute que les vengeances entre familles sont la deuxième cause d'assassinat dans les provinces turques, après les affaires liées à l'honneur des femmes et à la jalousie sexuelle (*Çaya Sinan*, 2014). Selon le courriel reçu par l'OSAR le 19 avril 2023 de la part de *Gareth Jenkins*, les personnes ciblées sont généralement des membres de la famille élargie y compris les cousins, les neveux, les oncles, etc. Il s'agit le plus souvent d'hommes adultes de la famille (y compris des jeunes), mais il peut s'agir aussi de femmes et d'enfants. Dans les zones rurales, la tradition veut que les hommes aient le devoir de protéger les femmes et les jeunes membres de la famille. En ciblant les femmes ou les enfants, on peut donc ajouter l'insulte à la blessure en accusant implicitement les membres masculins de la famille de ne pas être capables de protéger leurs femmes et leurs enfants et donc de ne pas être de vrais hommes. À la fin des années 1980 en particulier, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a délibérément pris pour cible les familles des gardiens de village, massacrant femmes et enfants, afin d'essayer de démontrer que ces derniers n'étaient pas de vrais hommes et de dissuader d'autres personnes de rejoindre les gardiens de village.

2.2 Nombreux cas dans l'est et le sud-est de la Turquie en raison de la situation sociale et politique

Des centaines de cas de vendetta ont été relatés, notamment dans l'est et le sud-est de la Turquie, en raison des inégalités sociales, du système clanique et des milices anti-insurrectionnelles. Selon le *centre autrichien de recherche et de documentation sur les pays d'origine et d'asile* (ACCORD), les vendettas entre familles kurdes se produisent notamment en cas de meurtre, suscitant la réunion de la tribu de la victime pour appliquer une peine extrajudiciaire. S'en suit une vengeance, engendrant ainsi un cycle pouvant dégénérer en guerre tribale. Selon cette source, des centaines de cas de vendetta ont été répertoriés par un rapport du ministère de l'Intérieur turc sur une période allant de 2010 à 2019. Les faits seraient les plus nombreux dans les régions de Diyarbakir, Urfa et Istanbul. Des litiges initiés dans l'est de la Turquie seraient souvent réglés dans l'ouest du pays. ACCORD mentionne également un article de l'agence de presse *Reuters*, qui précise que, selon les experts, des dizaines de personnes sont tuées chaque année dans les campagnes turques dans le cadre de vendettas, transmises de génération en génération pour des différends fonciers, des droits de pâturage ou des questions d'honneur familial. Le problème des vendettas est plus grave dans le sud-est kurde, en raison des inégalités, des luttes de pouvoir dans un système clanique et de la décision du gouvernement de mettre en place des milices villageoises bien armées contre les rebelles kurdes (ACCORD, 31 mai 2021 ; *Reuters*, 5 mai 2009).

2.3 Assassinats et tueries de masse

Nombreux assassinats et tueries de masse relatés par la presse. ACCORD a fait état de plusieurs articles de presse qui relatent des assassinats en raison de vendettas notamment :

trois morts et neuf blessés à Siverek (province de Şanlıurfa) en 2021, un mort à Çermik (province de Diyarbakır) en mai 2021, un mort dans la province d'Adana en mars 2021, sept morts et trois blessés dans la province d'Adiyaman en février 2021, un enfant assassiné en août 2019 à Siirt (province de Batman) (ACCORD, 31 mai 2021). D'après *Reuters*, en 2009, une tuerie de masse liée à une vendetta a causé la mort de 44 personnes, assassinées à coups de fusils automatiques et de grenades lors d'un mariage à Bilge (*Reuters*, 5 mai 2009).

2.4 Les vendettas durent dans le temps et touchent des zones très étendues

Grande difficulté à trouver refuge dans d'autres régions de Turquie. Risques sans limite dans l'espace ou le temps sauf accord entre les familles. Selon un courriel reçu par l'OSAR le 18 avril 2023 de la part du *secrétaire général d'une organisation turque de défense des droits humains*, cette organisation a observé qu'il n'y a pas de limite dans l'espace ou dans le temps à une vendetta en Turquie, et que les membres des deux familles impliquées restent sujets à des risques n'importe où dans le pays, jusqu'à ce que lesdites familles s'accordent sur la fin du cycle de vendetta. Selon un courriel reçu par l'OSAR le 19 avril 2023 de la part de *Gareth Jenkins*, il est possible d'être victime de vendetta, même si l'on se déplace dans une autre région de Turquie. Les personnes qui quittent leur domicile familial pour s'installer dans une autre région, généralement l'ouest de la Turquie afin d'échapper à une vendetta restent très vulnérables, surtout si elles sont identifiées par des membres de la famille/du clan avec lesquels leur famille/clan a une vendetta. Les cibles de vendetta pensent parfois à tort qu'elles sont en sécurité dans leur nouveau lieu de résidence et commencent à prendre des risques supplémentaires, comme s'asseoir dehors dans un café, qu'elles ne prendraient jamais dans leur région d'origine. Il existe de nombreux exemples de meurtres de vendetta commis après que les membres d'une famille ou d'un clan aient déménagé ailleurs en Turquie. Un article de l'agence de presse turque *Demirören Haber Ajansı* (DHA) évoque par exemple un cas récent dans la ville d'Antalya, dans l'ouest de la Turquie. Une personne a été assassinée en août 2022 à Antalya, probablement en raison d'une vendetta en cours entre deux familles à Diyarbakir (DHA, 2023).

3 Actions du gouvernement turc concernant la vendetta

Circonstances aggravantes prévues par la loi pour les crimes de vendetta. ACCORD cite le Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique du Conseil de l'Europe (GREVIO), qui précise qu'une réforme de 2005 du Code pénal turc a supprimé les circonstances atténuantes pour meurtre motivé par des coutumes. Toutefois, des circonstances aggravantes sont applicables aux meurtres motivés par une vendetta, pour l'auteur ainsi que pour les membres du conseil de famille ayant pris la décision. La peine encourue est la réclusion à perpétuité aggravée, la plus sévère des peines en droit turc (ACCORD, 31 mai 2021).

Très grande difficulté en pratique à bénéficier d'une protection des autorités pour les personnes ciblées par une vendetta, qui préfèrent fuir. Selon le courriel reçu par l'OSAR le 19 avril 2023 de la part du chercheur *Gareth Jenkins*, il est très difficile de bénéficier d'une protection de l'État lorsqu'on est menacé par une vendetta. Selon ce chercheur, la plupart

des vendettas, appelées en turc *kan davalari* ou querelles de sang, ont lieu dans des zones rurales où il est difficile d'assurer une protection. Les cibles de vendettas préfèrent donc fuir que de demander la protection du gouvernement. Certains déménagent dans des grandes villes ou émigrent dans un autre pays, par exemple vers la Russie. L'intervention du gouvernement, qui intervient généralement au niveau local plutôt qu'au niveau national, consiste généralement à tenter de négocier un accord de paix en réunissant les anciens des deux familles. Selon *Gareth Jenkins*, les accords ne sont pas toujours respectés.

Sévérité de la loi contre les crimes liés à la vendetta qui n'a pas eu les effets dissuasifs escomptés. Contournement de la sévérité de la loi en utilisant des mineurs ou des personnes vulnérables pour commettre des meurtres. La chercheuse et docteure en criminologie *Sinan Çaya*, de l'Université de Marmara à Istanbul, précise dans un article spécialisé sur la vendetta en Turquie que la justice turque a toujours été sévère à l'égard des tueurs dans le contexte des vendettas afin de les dissuader. La chercheuse ajoute cependant que, malgré les lourdes peines prévues par le Code pénal, les vendettas ont continué d'être considérées comme un moyen de résoudre les conflits dans la société. Si la loi différencie la motivation de vengeance personnelle d'une vengeance dans le cadre de la vendetta, en aggravant la peine dans ce dernier cas, il ne fait aucun doute pour la chercheuse que l'application stricte de la loi pendant des années n'a pas donné les résultats positifs escomptés. Ainsi, il arrive que pour motifs de vendetta, des personnes parcourent des milliers de kilomètres pour atteindre une victime, et la trouver dans une grande ville comme Istanbul ou Ankara, voire en Allemagne. Des moyens ont été utilisés pour contourner la sévérité de la loi comme l'utilisation de mineurs pour commettre des meurtres dans le cadre de la vendetta, en raison d'une indulgence de la justice à leur égard. Une étude de cas par la chercheuse en criminologie a montré que de nombreux acteurs de crimes de vendetta sont analphabètes, ou ont abandonné l'école primaire (*Çaya Sinan*, 2014).

4 Implication des gardiens de village dans les vendettas

Gardiens de village : force nombreuse et armée, impliquée dans la lutte anti-insurrectionnelle. Selon l'universitaire *Hakki Tas*, spécialiste des questions de sécurité en Turquie, les gardiens de village ont été créés en 1985 comme mesure temporaire pour protéger les villages de l'est du pays et aider l'armée. Ce système a été progressivement intégré dans la structure de sécurité et leur champ d'action a été étendu au-delà des villages, avec le droit de posséder et de porter des armes personnelles. En 2017, le gouvernement a mis à la retraite plus de 18 000 gardes villageois et a recruté plus de 25 000 nouveaux gardes pour en rajeunir les rangs (*Hakki Tas*, novembre 2020).

Impunité des gardiens de village, soutien de l'État à ces derniers en raison de leur importance dans la lutte anti-insurrectionnelle. Implication des gardiens de village dans des meurtres liés à des vendettas. Selon un *Courriel reçu par l'OSAR le 19 avril 2023 de la part de Gareth Jenkins*, l'impunité dont bénéficient les gardiens de village est un problème majeur. Ceux-ci sont protégés par l'État turc, car ce dernier a besoin d'eux. De nombreux incidents y compris des vols et des meurtres ont été relatés comme impliquant des gardiens de village, y compris des meurtres en lien avec des vendettas. Il arrive ainsi qu'un meurtre soit décrit comme un échange de coups de feu entre les gardiens de village et le PKK. Dans les cas d'assassinats, il est souvent difficile de prouver que les victimes ne sont pas du PKK.

Les autorités turques sont souvent réticentes à poursuivre vigoureusement les crimes commis par les gardiens de village, au risque de s'aliéner l'ensemble de la tribu ou du clan dont sont issus les auteurs de ces crimes. D'après le courriel reçu par l'OSAR le 18 avril 2023 de la part du *secrétaire général d'une organisation turque de défense des droits humains*, les gardiens du village peuvent user de la force contre des familles rivales ou impliquées dans des vendettas.

5 Sources

ACCORD, 31 mai 2021 :

*« In einer Abhandlung über kurdische Familien in der internationalen Enzyklopädie zu Ehe und Familie aus dem Jahr 2003 schreibt der Autor Mihri Inal Çakir, dass **Blutfehden unter Kurden traditionell Angelegenheiten zwischen Stämmen seien. Wenn ein Kurde von einem Mitglied eines anderen Stammes ermordet werde, komme der gesamte Stamm zusammen, um eine extra-legale Bestrafung durchzuführen, was üblicherweise Gegenmaßnahmen provoziere, die zu einem Stammeskrieg eskalieren könnten. Blutfehden seien im Norden Kurdistans (Bezeichnung für den türkischen Teil Kurdistans, Anmerkung ACCORD) weiter verbreitet als in anderen Gebieten Kurdistans. Entsprechende Vorfälle würden angesichts der sinkenden Macht von Stammesführern allerdings abnehmen.**(Çakir, 2003, S. 1012)*

Ein Artikel in der türkischen Tageszeitung Milliyet vom Oktober 2019 verweist auf einen Bericht des Justizministeriums vom September 2019 zum Thema Blutrache. In dem Bericht seien Zahlen über Fehdeverbrechen enthalten, die von 2010 bis Juli 2019 begangen wurden. 2017 sei das Jahr mit den meisten Fällen gewesen, es sei in 395 Verfahren gegen 348 Personen ermittelt worden. 2018 sei in 267 Verfahren gegen 223 Personen ermittelt worden und 2019 seien in den ersten sieben Monaten des Jahres 91 Verfahren gegen 88 Personen eingeleitet worden. Insgesamt seien zwischen 2010 und Juli 2019 in 464 Verfahren 871 Personen zu lebenslangen Haftstrafen verurteilt worden. Weitere Fälle seien zu dem Zeitpunkt noch vor Gericht anhängig gewesen. Die Fälle würden gehäuft in Diyarbakir, Urfa und Istanbul auftreten. Streitigkeiten, die im Osten der Türkei beginnen, würden häufig im Westen des Landes ausgetragen. (Milliyet, 7. Oktober 2019) [...]

*Zu den rechtlichen Grundlagen der Bestrafung von Blutfehde-Morden berichtet die Expertengruppe zur Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häuslicher Gewalt des Europarats (GREVIO), eine unabhängige Einrichtung zur Überwachung der Umsetzung der Europarats-Konvention zur Verhütung und Bekämpfung von Gewalt gegen Frauen und häuslicher Gewalt (Istanbul-Konvention) in ihrem Evaluierungsbericht zur Türkei vom Oktober 2018: **Im Jahr 2005 sei durch die Reformierung des Strafrechts die Möglichkeit weggefallen, mildernde Umstände im Falle von Mord, der durch „Bräuche“ motiviert sei, geltend zu machen. Seither würden für solche Morde sowie für durch eine Blutfehde motivierte Morde erschwerende Umstände gelten. Die Strafe sei erschwerte lebenslange Haft. Auch sei seither nicht nur der Täter zu bestrafen, sondern auch die Mitglieder des „Familienrats“, der die Entscheidung getroffen habe.** (CoE – GREVIO, 15. Oktober 2018, S. 84; vgl. auch Regierung der Republik Türkei, 4. Juli 2017, S. 49)*

[...]

Die türkische Publikation Duvar berichtet im Mai 2021 von einem Konflikt zwischen zwei benachbarten Familien aufgrund eines Landstreits in Taşlı, Siverek, in der im Südosten der Türkei gelegenen Provinz Şanlıurfa. Bei dem Vorfall seien drei Personen getötet und neun Personen verletzt worden. (Duvar, 22. Mai 2021)

In Çermik (Diyarbakır) wurde ein Mann im Rahmen einer Blutrache getötet, beide Familien seien miteinander verwandt. (Cermik Gazetesi, 17. Mai 2021)

Im März 2021 wird von einem Fall in der Provinz Adana berichtet, in dem ein Mörder nach Verbüßen seiner Haftstrafe nach 19 Jahren kurz nach der Freilassung vom Sohn des damaligen Mordopfers getötet worden sei. (Haber Turk, 22. März 2021)

Die kurdisch-irakische Nachrichtenseite Rudaw berichtet von einer Familienfehde in der mehrheitlich kurdisch bewohnten Provinz Adiyaman im Süden der Türkei, bei der sieben Personen getötet und drei verletzt worden seien. Der Grund für den Vorfall und den Konflikt seien unklar. Familienfehden seien häufig, vor allem in den konservativeren ländlichen Landesteilen, so der Artikel. (Rudaw, 5. Februar 2021)

Im Jänner 2020 wurde von einem Fall berichtet, der sich im August 2019 in Siirt in der Provinz Batman ereignet hat. Das Kind einer Familie sei ermordet worden, die betroffenen Familien hätten sich auf ein „Blutgeld“ geeinigt, trotzdem sei der Bruder des Mörders von den minderjährigen Angehörigen des Opfers getötet worden, der Vater habe sie dazu angestiftet. (T24, 9. Jänner 2020)

Die libanesische Zeitung Daily Star berichtet im Jahr 2013 von einer Schießerei in der von Kurden bewohnten ländlichen Provinz Mus. Bei dem Streit um Land zwischen zwei Familien seien sieben Personen getötet worden. Die beiden Familien seien seit Jahren im Streit gelegen. (Daily Star, 17. Juli 2013)

Mehrere Quellen berichten über einen Vorfall im Mai 2009, bei dem mindestens 44 Menschen im Rahmen einer Blutfehde getötet worden seien (Reuters, 5. Mai 2009; RFE/RL, 5. Mai 2009; Eurasianet, 5. Mai 2009). **Reuters erwähnt in diesem Zusammenhang, dass es aufgrund von Blutfehden, die über Generationen wegen Landstreitigkeiten, Weiderechten oder Angelegenheiten der Familienehre anhielten, jährlich Dutzende Opfer in ländlichen Regionen der Türkei gebe. Das Problem sei im kurdischen Südosten aufgrund ungleicher Landverteilung, Machtkämpfen in einem feudalen Klansystem und der Entscheidung der Regierung, bewaffnete Dorfmilizen gegen Aufständische einzusetzen, akuter (Reuters, 5. Mai 2009). Obwohl Blutfehden, oft wegen Land, Heiratsangelegenheiten und Schulden, nichts Neues seien, sei das Ausmaß des Massakers in einem kleinen Dorf noch nie dagewesen und habe das Land geschockt (RFE/RL, 5. Mai 2009).** » Source : ACCORD, Anfragebeantwortung zur Türkei: Blutrache innerhalb der kurdischen Minderheit wegen Grundstücksstreitigkeiten innerhalb einer (Groß-)Familie; Betroffenheit des ältesten Sohnes einer Familie [a-11581], 31 mai 2021: www.ecoi.net/en/document/2052725.html.

Çaya Sinan, 2014 :

« **The Turkish jurisdiction has always been harsh against feud killers to provide deterrence. [But] in spite of heavy penalties specified in the penal code feuds have been regarded as means of resolving conflicts. Capital punishment for homicide with the**

intent of feuding is an indication of the anxiousness of the state in view of protecting and preserving the well-being of social groups. The related law about feuds dates back to June 1937 and has number 3236. The law differentiates personal revenge motivation from feud-revenge. In the feud-revenge, there is no subjective relationship between the murderer and the victim and the act is committed with a consciousness of duty. The law specifies that murder due to blood- feuds further aggravates the penalty. The law also foresees banishment of feuding parties by the decision of the cabinet if necessary.

No doubt, the harsh application of the law throughout years did not yield the desired positive outcomes. A person under the influence of the feuding tradition travels thousands of kilometers to reach his goal. Positive results are to be obtained only with changes in societal conditions.

Indeed, the vindictive man can go about and find the enemy who conceals himself in a big city¹⁶ like Istanbul or Ankara. He can even locate the rival who works as a guest worker (Gastarbeiter) in Germany.

A common trick was to instigate a boy to carry out the killing duty, a minor deserving a much mitigated prison sentence with respect to an adult at the time.

When we view case histories we see that most of the actors are either illiterate people or drop-outs from primary schools. » Source : Çaya S, The Turkish "Version" of Vendetta, Social Crimonol 2: 113. Doi, 2014: www.longdom.org/open-access-pdfs/the-turkish-version-of-vendetta-2375-4435.1000113.pdf.

DHA, 2023 :

« Olay, geçen yıl 8 Ağustos günü saat 07.30 sıralarında Manavgat D-400 kara yolu otogar kavşağında meydana geldi. Diyarbakır'dan Antalya'ya gelen yolcu otobüsünden inen Nazmi Kaplan, otobüsü takip eden hafif ticari araçtan açılan ateşle başından vurularak hayatını kaybetti. Çalışma başlatan Manavgat İlçe Emniyet Müdürlüğü Asayiş Büro Amirliği ekipleri, geçen yıl mayıs ayında Diyarbakır'ın Bismil ilçesinde Murat Balyeci'nin, Nazmi Kaplan'ın ailesi tarafından öldürüldüğünü belirledi. Nazmi Kaplan cinayetinin 'kan davası' nedeniyle işlenmiş olabileceğini değerlendiren ekipler, çalışmalarını bu yönde sürdürdü. » Source : Demirören Haber Ajansı (DHA), 'Kan davası' cinayetinde 5 ağırlaştırılmış müebbet talebi, 11 avril 2023: www.dha.com.tr/gundem/kan-davasi-cinayetinde-5-agirlastirilmis-muebbet-talebi-2234180.

Hakki Tas, novembre 2020 :

« ***The Security (Village) Guards: Originally set up in 1985 as a temporary measure to protect Eastern villages and to aid the military, the village guard system has gradually been integrated into the security structure. Their name was changed from village guards to security guards, their work field was extended beyond villages – with the right to possess and carry personal arms. The government retired in 2017 more than 18,000 village guards and recruited over 25,000 new guards to rejuvenate the ranks.*** » Source : Hakki Tas, German Institute of Global and Area Studies (GIGA), The New Turkey and its Nascent Security Regime [GIGA Focus Nahost Nr. 6/2020], novembre 2020: www.ecoi.net/en/file/local/2044531/gf_nahost_2006_en.pdf.

Reuters, 5 mai 2009 :

« Forty-four people were killed on Monday in one of the worst attacks involving civilians in Turkey's modern history. The massacre, perpetrated by masked men with automatic rifles and hand grenades, must put pressure on Ankara to address the root-causes of instability in the region, long a hindrance to Turkey's European Union membership quest.

The mass killing was, according to local residents, the culmination of a long family feud. Sixteen women, including the bride, and six children were killed in Monday's attack in Bilge, a village of a few hundred people in the Turkey's conservative heartland.

While the scale of Monday's killing has shocked this Muslim country of 70 million, experts say dozens are killed in rural Turkey every year in "blood for blood" vendettas passed from generations over land disputes, grazing rights or matters of family honour. Experts say the problem, which is more acute in the Kurdish southeast, is aggravated by unequal land distribution, power struggles in a feudal-style clan system and a decision by the government to set up well-armed village militias against Kurdish rebels. » Source : Reuters, Blood feuds and gun violence plague Turkey's southeast, 5 mai 2009: www.reuters.com/article/uk-turkey-attack-feuds-analysis-idUKTRE5443HC20090505.

En tant que principale organisation d'aide aux personnes réfugiées en Suisse et faitière des œuvres d'entraide et des organisations actives dans les domaines de l'exil et de l'asile, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) s'engage pour une Suisse qui accueille les personnes réfugiées, les protège efficacement, respecte leurs droits fondamentaux et humains, favorise leur participation dans la société et les traite avec respect et ouverture. Dans sa fonction, l'OSAR renforce et défend les intérêts et les droits des personnes bénéficiant d'une protection et favorise la compréhension de leurs conditions de vie. Grâce à son expertise avérée, elle marque le discours public et exerce une influence sur les conditions sociales et politiques.

D'autres publications de l'OSAR sont disponibles sur le site www.osar.ch/publications. La newsletter de l'OSAR, qui paraît régulièrement, vous informe des nouvelles publications. Inscription à l'adresse www.osar.ch/newsletter.